

print

Le groupe armé EI : La véritable arme irakienne de destruction massive

De [Agence pour les droits de l'Homme](#)

Global Research, octobre 02, 2014

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/le-groupe-arme-ei-la-veritable-arme-irakienne-de-destruction-massive/5405754>

Rappel historique

L'organisation islamique qui sévit actuellement à cheval entre l'Irak et la Syrie est née à l'initiative d'Al-Qaeda en 2006. D'abord nommée « État islamique en Irak » (EII), elle devient le fer de lance d'une coalition qui s'oppose à la fois au gouvernement à dominance chiite et à la présence militaire américaine. Les rangs du mouvement gonflent rapidement grâce à une politique de la terreur et d'une fourniture de services sociaux de base. Dans le but de lutter contre les filières jihadistes, les Américains décident, dès 2007, d'accroître leur présence militaire, de financer et d'entraîner des forces suppléatives sunnites baptisées « sahra » [1]. Cette stratégie parvient à rallier une grande partie de la mouvance sunnite à la lutte contre l'EII. Dans un premier temps moribonde, l'organisation parvient ensuite à se renforcer à cause de l'instabilité chronique du pays et de la marginalisation continue des sunnites par le gouvernement de Nouri Al-Maliki. Enfin, les jihadistes bénéficient également du retrait définitif des États-Unis et du déclenchement de la guerre civile en Syrie. Revigoré, l'EII fait alors un retour fulgurant sur le devant de la scène. Misant sur une dérive confessionnelle du conflit syrien, l'EII fonde en 2012 une branche syrienne, la « Jabhat Al-Nosra » [2]. Toutefois, au fil du temps et s'appuyant sur ses victoires, Al-Nosra semble se détacher complètement de l'organisation originelle, l'EII.

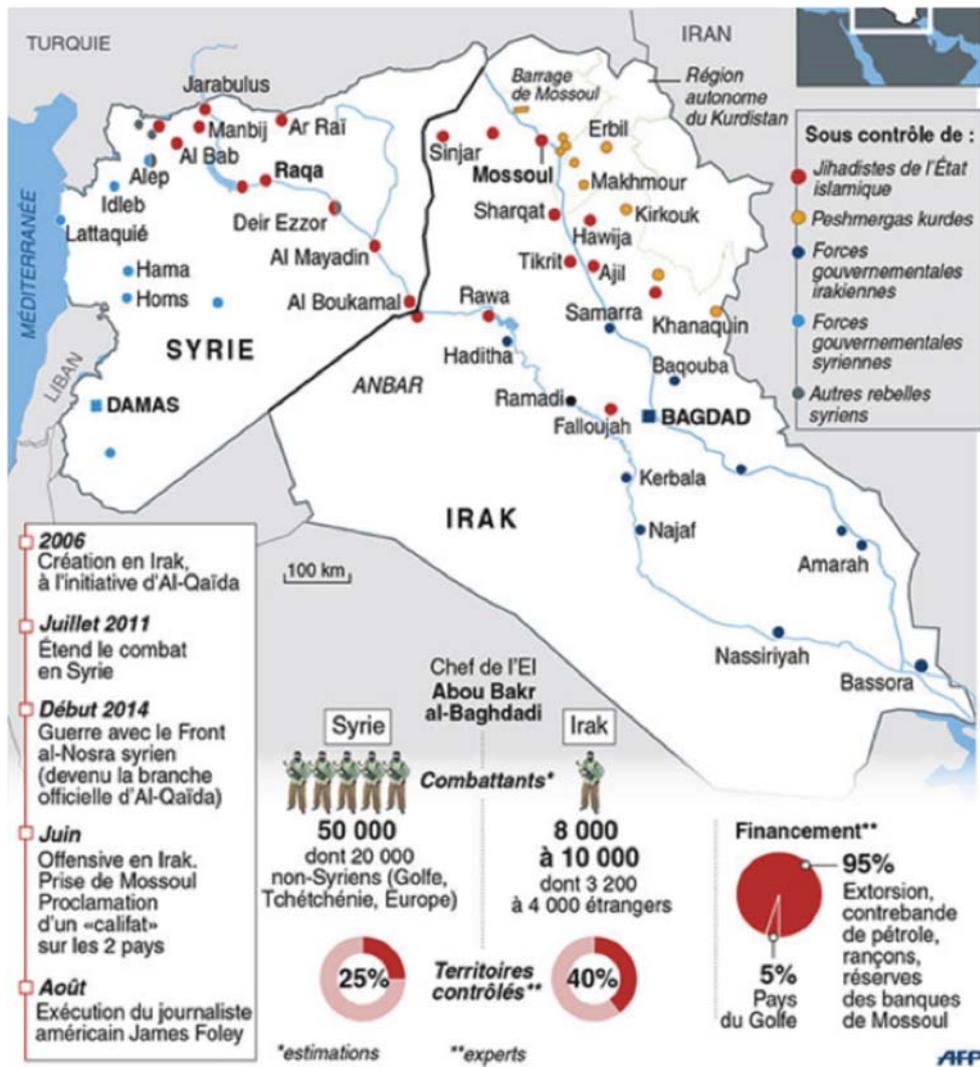


Figure 1: Les positions jihadistes en Irak et en Syrie. Archives AFP

Craignant que son extension syrienne n'échappe à son contrôle, l'EIIIL décide de fusionner les deux entités sous le nom d' « État islamique en Irak et au Levant » (ISIS en anglais et DAESH en arabe) en avril 2013. Les dirigeants d'Al-Nosra refusent toutefois d'y adhérer afin de préserver leur autonomie. Le divorce est définitivement consommé en 2013 suite à la médiation du leader d'Al-Qaeda, Ayman

Al-Zawahiri. Ce dernier tranche en faveur du Front Al-Nosra qui devient la branche officielle d'Al-Qaeda en Syrie. Même s'ils sont idéologiquement proches, les deux mouvements divergent sur des questions d'ordre doctrinal. Al-Qaeda a une vocation plus internationale et fait de l'Occident son principal ennemi. Elle se bat contre un ennemi lointain, Israël ou les États-Unis, et milite alors pour un jihad universel. Quant à l'EIL, il souhaite premièrement combattre les hérétiques c'est-à-dire les musulmans infidèles, chiites et alaouites avant tout. Se focalisant donc sur l'ennemi proche, l'EIL prône dans un premier temps, un jihad territorialisé. Suite à cette séparation, les relations continuent de se dégrader entre les frères ennemis qui s'affrontent désormais, les armes à la main. L'EIL s'empare notamment de plusieurs puits de pétrole la région de Deir Ez-Zor en mars 2014 alors sous contrôle d'Al-Nosra. La mainmise sur les puits de pétrole permet à l'EIL de bénéficier d'une importante source de financement. L'EIL tente en effet de s'accaparer les ressources naturelles des zones administrées dont la vente lui assure un revenu régulier.



Figure 2: Drapeau de l'Etat islamique

En parallèle à ses succès syriens, l'EIL tire profit des tensions communautaires en Irak et prend la tête de l'opposition au Premier ministre irakien, Nouri al-Maliki. Début 2014, l'EIL parvient à conquérir certaines zones au nord du pays. Ainsi, de part et d'autre de la frontière syro-irakienne, un territoire unifié commence à prendre forme sous le joug de l'EIL. Le mois de juin 2014 marque un tournant décisif dans l'avancée de l'organisation islamique. En effet, le 10 juin 2014, elle plante son drapeau noir sur Mossoul, deuxième ville d'Irak. Puis, le dimanche 29 juin, elle annonce [le rétablissement du « califat »](#)^[3] couplé à la proclamation de « l'État islamique » (EI) sur les territoires contrôlés. Chef du mouvement depuis 2010, Abou Bakr Al-Baghdadi^[4] s'autoproclame alors nouveau « calife » de l'EI. La chahada – la profession de foi musulmane^[5] – sur fond noir constitue la bannière de ce nouvel État. Il n'est néanmoins pas le symbole exclusif de l'EI mais représente l'oriflamme du djihad universel. L'Agence pour les Droits de l'Homme (ADH) déplore que l'établissement d'un pouvoir islamique s'accompagne de fortes tensions communautaires, créant ainsi une grave crise humanitaire au Moyen-Orient.

L'établissement du nouveau califat à cheval entre l'Irak et la Syrie laisse plusieurs questions en suspens. En effet, sa puissance de frappe et ses substantielles finances suggèrent des liens étroits entre l'EI et l'extérieur. Concernant l'armement de l'EI, dans un rapport intitulé *Dispatch from the field : Islamic state weapons in Iraq and Syria*^[6], l'organisation Conflict Armament Research (CAR), estime que certaines armes (M79 90mm anti-tank rockets) sont équivalentes aux armes saoudiennes fournies à l'armée syrienne libre en 2013. L'artillerie de l'EI recèle également d'armes américaines estampillées « *Property of U.S Govt* » (M16, XM15-E2S) et même de certaines pièces chinoises (PKM). Le rapport précise toutefois qu'il est actuellement impossible de savoir avec certitude si l'EI combat avec des armes saisies à l'armée irakienne ou en provenance des réserves saoudiennes. Il est toutefois prouvé que plusieurs numéros de séries ont été effacés dans le but qu'on ne puisse pas remonter aux fournisseurs. Cette étude laisse toutefois penser qu'une quelconque aide militaire aux modérés anti-Assad pourrait profiter directement aux forces l'EI. Concernant le financement de celui-ci, plusieurs experts voient dans sa gestion un des premiers modèles d'autofinancement d'organisation terroriste. Dans une interview accordée à la plateforme *Les clés du Moyen-Orient*^[7], Romain Caillet, chercheur et consultant sur les questions islamiques, estime que l'EI finance majoritairement ses activités par des fonds propres. Ses principales sources de financement proviennent de la vente des ressources naturelles et en particulier du pétrole, de l'extorsion de fonds, du prélèvement d'impôts et du soutien financier d'une partie de la population. Quant à un éventuel appui étranger, R. Caillet reste prudent. Il considère que les dons privés de l'extérieur ne représentent que 5% environ du budget de l'Etat islamique. Le Qatar et de l'Arabie Saoudite sont souvent accusés de soutenir l'EI grâce à l'argent de personnalités privées. La naissance même de l'EI est

imputée à l'Arabie Saoudite, parraineur officiel du salafisme sunnite à travers le monde. Le régime saoudien se réjouit de la stricte adhérence des leaders de l'EI à l'idéologie salafiste, le wahhabisme, islam puritain embrassé par l'Arabie Saoudite à ses débuts. Quoi qu'il en soit, la manne financière considérable de l'EI lui permet d'affaiblir ses opposants et de s'imposer dans le paysage actuel du Moyen-Orient. L'ADH souhaite que la lumière soit faite sur le financement de l'EI et son approvisionnement en armes. L'ADH s'interroge également sur les ventes de pétroles par l'EI et souhaite savoir qui s'approvisionne directement auprès des islamistes. La lutte contre toutes les sources de financement de l'EI représente un défi auquel la communauté internationale doit faire face rapidement afin de limiter l'expansion du califat.

Situation humanitaire

L'ADH s'inquiète des nombreuses violations perpétrées par les différentes parties au conflit. D'un côté, l'État islamique persécute les minorités religieuses et perpète des massacres à grande échelle. Il s'en prend en effet à des communautés entières en raison de critères ethniques, religieux ou confessionnels. Les minorités chrétiennes, yézidis, shabaks, turkmènes, kakais et sabéennes subissent quotidiennement la violence des membres de l'EI et des groupes armés associés, une violence qui crée d'énormes vagues de déplacement de populations. Les femmes et les enfants représentent également des victimes de premier plan : les premières subissent des violences sexuelles tandis que les seconds sont enrôlés comme soldats. Les minorités sont purement et simplement menacées de disparaître de la région et cela dans une indifférence quasi totale. Le nombre de personnes déplacées et de réfugiés ne cessant d'augmenter, l'ADH appelle les différents acteurs à la retenue et la communauté internationale à un plus grand engagement. L'ADH rappelle également que de telles persécutions constituent des crimes contre l'humanité en vertu du droit international. Enfin, l'ADH regrette la compassion tardive de certains à l'encontre des minorités confessionnelles irakiennes alors que celles-ci sont en danger depuis le début de l'invasion américaine en 2003.

A. Persécutions et massacres

De nombreuses personnes sont victimes de persécutions en raison de leurs confession. La fulgurante avancée de l'État islamique s'accompagne en effet d'une volonté de combattre les apostats et les infidèles à la religion sunnite. Voilà pourquoi les minorités religieuses, et notamment chrétiennes, yézidiennes et shabaks, kakais et sabéennes, constituent les premières victimes. De ce fait, les yézidis, communauté religieuse mal connue qui vit majoritairement au Nord-Ouest de l'Irak près de la ville de Sinjar, sont durement touchés par l'avancée des troupes islamiques. Le yézidisme est une religion monothéiste qui plonge ses racines en Mésopotamie et qui est dérivée du zoroastrisme. Communauté kurdophone, les yézidis sont persécutés par l'EI qui les qualifie d'« *adorateurs du diable* »^[8] en raison de leurs croyances qui diffèrent de celles de l'islam classique. D'après plusieurs témoignages rassemblés dans la journée du dimanche 3 août, l'entrée des hommes de l'État islamique aux alentours de Sinjar aurait été immédiatement suivie d'atrocités et d'exactions visant spécifiquement les yézidis. Trente personnes auraient par exemple été exécutées par l'État islamique parce qu'elles avaient refusé de se convertir à l'islam. Les sanctuaires et les lieux de culte de la communauté yézidie sont également détruits systématiquement par les jihadistes. La situation des yézidis est aujourd'hui particulièrement dramatique. Des milliers de personnes fuient l'arrivée des islamistes de peur d'être massacrées. L'histoire de cette communauté est marquée par les massacres et les abus de tout genre. En août 2007, quatre attentats simultanés et coordonnés par [Al-Qaeda](#), avaient causé la mort d'environ 400 personnes de confession yézidie^[9].

Les chrétiens, dont il existe une mosaïque de courants, sont également dans l'œil du cyclone. Historiquement instrumentalisés par les puissances occidentales dans ce qui s'appelait encore l'Empire ottoman, les chrétiens d'antan ont été persécutés au fil des crises successives survenues dans la région. La Première Guerre mondiale, le mandat britannique sur l'Irak, les guerres du Golfe ont favorisé l'exil des chrétiens, perçus comme une tête de pont des grandes puissances occidentales. Un coup décisif à la présence chrétienne en Irak est porté par l'invasion américaine de 2003. La confessionnalisation croissante de l'Irak facilite le départ des chrétiens qui sont régulièrement pris pour cible par les islamistes. Depuis dix ans, le nombre de chrétiens n'a dès lors cessé de diminuer en raison des violences meurtrières qui secouent le pays. Qui ne se souvient pas de l'effroyable attentat commis contre la cathédrale syriaque catholique de Bagdad par la branche irakienne d'[Al-Qaeda](#) tuant quarante-quatre fidèles et deux prêtres, le 31 octobre 2010. Plus récemment encore, suite à la prise de Mossoul, les chrétiens qui habitaient cette ville ont été contraints d'effectuer le choix suivant : soit ils se convertissaient à l'islam, se soumettaient au nouveau califat et payaient un impôt (la *jizya*), soit ils devaient quitter rapidement la ville. S'ils refusaient les deux possibilités, ils seraient tués par le glaive. Human Right Watch (HRW) relate notamment que suite à la prise de la Mossoul, l'EI a enlevé deux nonnes chrétiennes et trois orphelins chrétiens, et les a retenus en otage pendant 15 jours^[10]. Les chrétiens ont donc fui en masse, chassés de leurs berceaux historiques de Mossoul puis de Karakoch par l'arrivée des jihadistes. Désignés par le terme péjoratif de « nazaréens », les chrétiens restés sur place voient la lettre « noun » calligraphiée sur leurs maisons. Cette façon de procéder est une preuve flagrante de la stigmatisation des minorités irakiennes. Il existe aujourd'hui un véritable risque de voir les chrétiens disparaître à tout jamais de l'histoire d'un pays dont ils sont indissociables depuis deux millénaires.

Au-delà de la tragédie humaine, l'ADH s'insurge contre la démolition du patrimoine culturelle des communautés chrétiennes. L'EI ordonne en effet la destruction de tous les bâtiments chrétiens ou leur transformation en mosquées dans le but de faire disparaître toute autre culture que la leur. L'EI aspire à faire table rase des héritages culturels multiples de la région et nettoyer l'Irak de toute hétérogénéité confessionnelle. Chrétiens et yézidis ne sont toutefois pas les seules communautés dont la présence et l'histoire complexe risque de disparaître d'Irak. L'ADH regrette amèrement le manque d'informations concernant les persécutions envers les sabéens et les kakaïs. Peu connues du grand public, elles endurent dans l'anonymat le plus complet des violences continues et à grande échelle et cela depuis bien avant l'arrivée du califat. Elles pratiquent toutes les deux des cultes hétérodoxes partageant quelques points communs avec l'islam chiite et le zoroastrisme. Subissant la foudre des membres du califat en raison de leurs croyances, ces communautés prises au piège sont littéralement menacées d'extinction. L'ADH trouve regrettable que les kakaïs et les sabéens, au même titre que les yézidis, ne bénéficient pas de la même compassion internationale que les chrétiens, les chiites et les turkmènes. Ces derniers ont des appuis à l'étranger et notamment en Europe, en Iran et en Turquie et par conséquent concentrent les attentions.

Les groupes de confession musulmane ne sont pas non plus épargnés par l'établissement du califat. La majorité chiite du pays est également la cible de nombreuses violations massives des droits de l'homme. Par exemple, le 10 juin dernier, environ 670 prisonniers chiites de la prison de Badoush à Mossoul ont été exécutés par des hommes de l'EI après que ceux-ci les ont séparés des autres prisonniers sunnites[11]. Parmi les membres de la communauté chiite, les turkmènes sont probablement les plus durement touchés. Selon UNICEF-Irak, plus de 700 turkmènes, dont des enfants, des femmes et des personnes âgées, auraient ainsi été tués les 11 et 12 juillet dans le village de Beshir au nord du pays. De même, au moins 13 000 membres de cette communauté auraient été assiégés entre le 15 juin et le 1^{er} septembre par l'EI à Amirli[12]. Les chiites turcophones de cette ville située à quelques kilomètres de Bagdad n'ont pu bénéficier que récemment d'une aide humanitaire apportée par UNICEF, laquelle a enfin eu accès à cette ville après un siège long de 80 jours. De même, les shabaks, une petite communauté majoritairement chiite, est considérée comme non-musulmane par l'EI qui n'hésite pas à les persécuter en raison de leurs croyances. D'après HRW, 200 shabaks ont été faits prisonniers par l'EI quand de nombreux d'entre eux ont dû fuir leurs maisons lors des combats survenus durant la prise de Mossoul. L'EI s'emploie à mettre en place, dans les régions passées sous son contrôle, un ordre totalitaire visant à faire table rase des héritages multiples de la région, à effacer les traces de son histoire complexe pour faire advenir un monde nouveau, expurgé de toute hétérogénéité confessionnelle. L'idéologie mortifère de l'EI est poussée à son paroxysme dans leur lutte contre les Kurdes, pourtant de confession sunnite. Près d'Hamidat, dans la province de Ninve, la chaîne iranienne Press TV a fait état de la découverte d'un charnier contenant 500 corps. D'après une source gouvernementale, les victimes seraient majoritairement des Kurdes. Des combats font actuellement rage entre les Kurdes et l'EI dans le nord-est de la Syrie. La localité d'Aïn al-Arab, troisième ville kurde de Syrie est assiégée par les jihadistes qui souhaitent prendre le contrôle de la frontière entre la Turquie et la Syrie. Devant l'intensité des violences et les craintes des exactions, les civils kurdes des régions touchées, fuient par milliers en direction de la Turquie[13]. La radicalité des islamistes n'est plus à prouver. Ils n'ont pas non plus hésité à dynamiter le mausolée de Jonas, prophète reconnu dans les trois religions monothéistes, lors de la prise de Mossoul, et cela par pur fanatisme iconoclaste.

Le recoupement entre conflit politique et conflit religieux est ici apparent. La directrice de la division Moyen-Orient et Afrique du Nord à HRW, Sarah Leah Whitson, déclare que « le simple fait d'être un turkmène, un shabak, un yézidi, ou un chrétien dans la région contrôlée par l'EI peut signifier la perte d'un emploi, de la liberté ou même de la vie »[14]. Face à ces violations, la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Navi Pillay[15], a accusé lundi 25 août l'EI de procéder à un « nettoyage ethnique et religieux sur les territoires qu'il contrôle »[16]. L'ADH s'associe pleinement à ses déclarations et souhaite que l'EI mette un terme définitif à ses exactions. Toutefois, l'ADH déplore la réaction tardive de la communauté internationale alors que les minorités irakiennes sont en danger depuis de nombreuses années.

B. Les personnes déplacées

Les persécutions et les violences confessionnelles amènent de nombreuses familles à fuir les zones de combats, faisant des personnes déplacées un aspect majeur de la crise humanitaire actuelle en Irak.

Dans son rapport daté du 1^{er} septembre, l'Organisation Internationale de la Migration (OIM) a identifié trois vagues principales de déplacement de la population[17]. La première, conséquence de la crise d'Anbar (de fin décembre 2013 à fin mai 2014), a vu 79'166 personnes quitter leur lieu de domicile habituel. La deuxième, lors de la crise de Mossoul (de début juin au 18 août 2014), a déplacé environ 836'670 personnes. Plus récemment, la crise de Sinjar (du 4 au 18 août 2014) a vu 121'450 personnes fuir les combats. Plusieurs témoignages particulièrement violents racontent le calvaire des familles réfugiés dans les montagnes aux alentours de Sinjar. Les déplacés ont notamment connu la faim, le manque d'eau, l'insécurité et le traumatisme de l'exil. Toujours d'après l'OIM, la plupart d'entre eux ont trouvé refuge dans la région kurde d'Irak (RKI) et dans les districts voisins de Ninewa et de Diyala, certains après plusieurs jours de marche sous une chaleur étouffante. Pas moins de 50% des personnes

déplacées auraient ainsi trouvé refuge au sein du Kurdistan irakien. De plus, 42% des personnes concernées par le rapport auraient été déplacées uniquement durant le mois d'août. Bien que la plupart des déplacements se situent au Nord du pays, une minorité (11%) aurait pris le chemin du Sud vers la capitale Bagdad. A l'heure actuelle, l'OIM estime qu'il existe environ 1,8 millions de personnes déplacées en Irak depuis le début de l'année. Ce chiffre n'inclut cependant pas les personnes déplacées avant décembre 2013 ni les 225 000 réfugiés syriens. Selon l'UNHCR[18], le nombre croissant de réfugiés syriens créent en effet une pression supplémentaire sur les infrastructures et les services sociaux irakiens. L'augmentation continue des personnes déplacées présage une crise longue et les besoins pour y répondre sont énormes. Les ressources actuellement disponibles, déjà sérieusement mises à mal par des années de guerre, sont actuellement largement insuffisantes pour faire face à cette grave crise humanitaire. Les derniers événements survenus à Sinjar compliquent encore la relocalisation des personnes déplacées dans des abris adéquats et salubres. L'accès aux services de base demeure extrêmement problématique et la plupart des personnes vivent actuellement dans des écoles, des mosquées, des parcs et dans des immeubles non terminés, sans eau ni électricité. De plus, les autorités compétentes semblent ne pas être en mesure de répondre à la demande en raison non seulement de l'intensité, mais aussi de la pérennité du conflit. De nombreux exilés devront passer l'hiver dans les montagnes du Kurdistan irakien et il est urgent de leur fournir le nécessaire pour qu'ils puissent survivre.

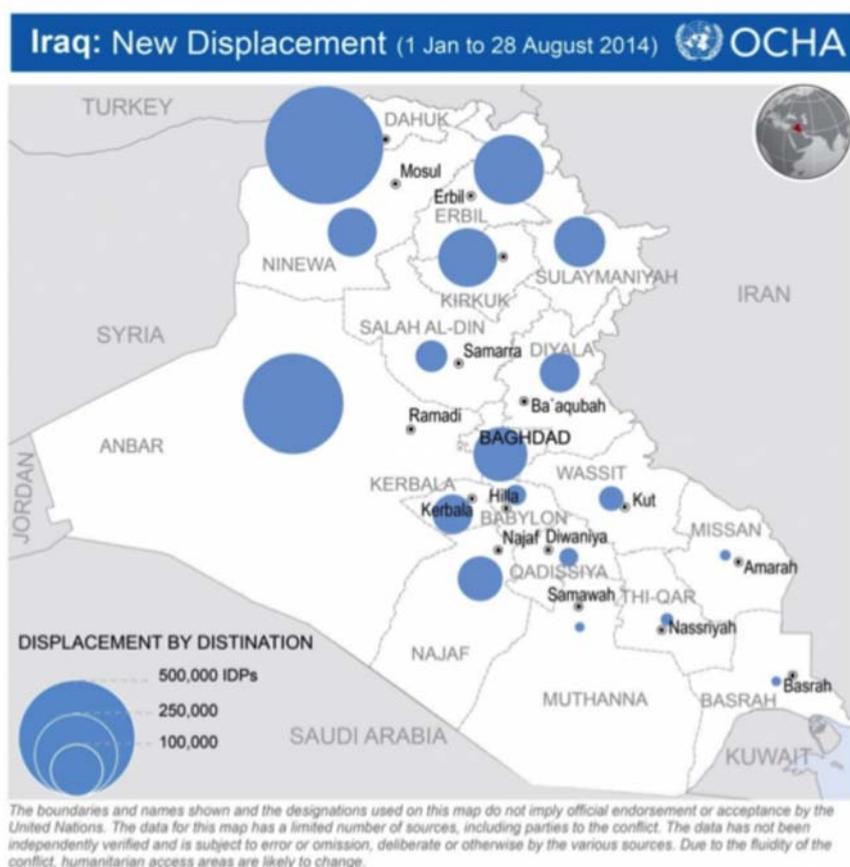


Figure 3: Les personnes déplacées en Irak[19]

C. Enlèvement et violences envers les femmes et des enfants

L'EI est également accusé d'être à l'origine d'un important trafic humain. De plus en plus de rapports, dont celui d'Amnesty international se basant sur des témoignages, font état d'enlèvements de femmes appartenant à des minorités religieuses. Les femmes, surtout les plus jeunes, auraient subi des viols ou des abus sexuels, auraient été mariées de force ou vendues[20]. Elles seraient notamment vendues à des réseaux de prostitution, de servitude domestique ou en tant qu'esclaves sexuelles, et cela à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du pays[21]. Dans un communiqué daté du 13 août, la représentante spéciale du Secrétaire général sur la violence sexuelle dans les conflits, Zainab Bangura, s'inquiète ouvertement des violences sexuelles exercées à l'encontre des minorités. Les femmes et les enfants semblent les plus touchés par ces actes de barbarie qualifiés d'« esclavage sexuel » par la représentante onusienne. Elle souligne le chiffre alarmant de 1500 yézidiennes et chrétiennes contraintes à la prostitution par l'EI. Sur la base de témoignages récoltés sur le terrain, UNICEF Irak recense également plus de 123 cas individuels de violations commises à l'encontre des femmes, des enfants et des minorités. Plusieurs témoignages racontent le calvaire de jeunes filles capturées et soumises à des rapports sexuels dans le cadre d'un mariage forcé[22]. L'activiste féministe irakienne, Hanaa Edwar, a présenté en février dernier son rapport *Shadow Report* devant le Comité de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de

discrimination à l'égard des femmes (CEDAW). Dans une interview accordée à l'agence de presse internationale catholique (AIPIC)[23], H. Edwar observe une dégradation de la condition de la femme et pointe du doigt l'interventionnisme américain depuis 1991 dans la région comme étant une des principales causes des discriminations à l'encontre des femmes. Elle constate notamment que les sanctions économiques imposées à l'Irak ont amené à une islamisation du discours de Saddam Hussein pour faire face à la déliquescence de son régime dès 1997. Elle regrette aussi amèrement le renforcement du sectarisme religieux depuis l'invasion de 2003. Les mouvements extrémistes toujours plus puissants facilitent aujourd'hui l'augmentation des mariages forcés et les femmes deviennent la cible fréquente de viols. Selon elle, les femmes ne sont considérées qu'en vertu de leur fonction reproductrice.

Les enfants sont également des victimes importantes de la crise irakienne. Des enfants soldats seraient au cœur du conflit. Dans un rapport daté de juin 2014[24], HWR prétend que les divers groupes armés se battant en Syrie ont systématiquement cherché à recruter des mineurs. La représentante spéciale de l'ONU pour les enfants et les conflits armés, Leila Zerrougui, a également décrit l'utilisation d'enfants soldats dans les rangs du groupe jihadiste, le lundi 8 septembre, devant le Conseil de Sécurité. Elle dénonce l'enrôlement par les islamistes d'enfants d'à peine 13 ans. Les enfants sont utilisés pour transporter des armes, garder des endroits stratégiques et arrêter des civils. D'autres sont poussés en première ligne lors des combats pour servir de bouclier humain. D'autres encore sont recrutés spécifiquement pour donner leur sang aux combattants blessés ou utilisés comme bombe humaine dans des attentats suicides. La représentante onusienne annonce le chiffre de 700 enfants tués ou mutilés en Irak depuis le début de l'année[25]. Elle dénonce également le recrutement d'enfants-soldats par l'Etat irakien qui, en plus, détient de nombreux enfants dans des endroits secrets. En sus, en raisons des combats continus et de la crise humanitaire, les écoles risquent de ne pas rouvrir de sitôt puisqu'elles sont utilisées comme refuges pour les personnes déplacées. La culture de la violence développée par l'EI et l'endoctrinement des enfants causent de graves traumatismes dont les conséquences doivent être prises en compte pour le futur des enfants d'Irak.

Recommandations

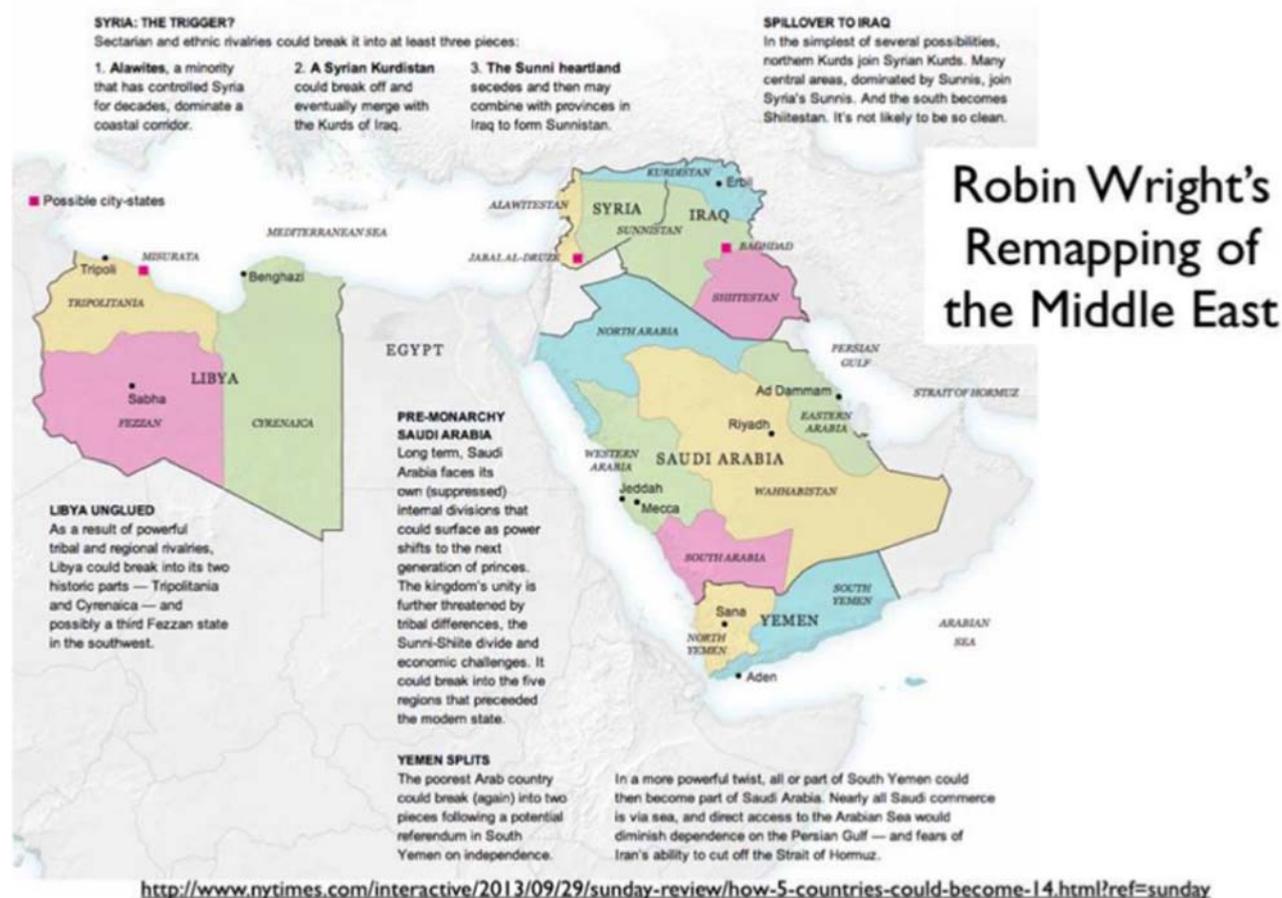


Figure 4: How 5 countries could become 14[26]

L'ADH s'insurge contre le climat pesant qui règne actuellement en Irak. Les tensions communautaires empêchent les habitants de se sentir en sécurité. L'ADH déplore particulièrement le nombre de victimes et le déferlement de violence dans la région. En outre, la spéculation croissante autour d'une possible division de l'Irak en trois entités (chiite, sunnite et kurde) suscite de vives inquiétudes quant au

déplacement massif de populations. L'accumulation des problèmes depuis la guerre contre le Koweït, l'embargo qui s'en est suivi et l'invasion américaine, ont détruit non seulement l'Etat, mais aussi le socle social de la société irakienne. L'ADH s'oppose d'ailleurs à une recomposition de l'Irak sur des bases ethniques et confessionnelles souhaitée par Washington. Le remodelage des frontières évoqué premièrement par l'initiative pour un *Grand Moyen-Orient* de l'administration Bush ne peut pas être perçu comme une solution viable pour la région. L'ADH appelle toutes les parties au conflit ainsi que les membres de la communauté internationale à faire preuve de responsabilité et œuvrer pour trouver des solutions durables à la crise actuelle. L'ADH souhaite que tout soit mis en œuvre pour que les membres de toutes les communautés soient protégés et que leurs droits soient respectés. L'ADH se joint également aux propos de la Haute-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, Navi Pillay, qui condamne les persécutions systématiques et généralisées commises en Irak[27]. L'ADH exhorte tous les groupes armés en Irak à se conformer au droit international humanitaire et à protéger les civils vivant dans les zones qu'ils contrôlent. Enfin, l'ADH se félicite de la résolution votée par le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU demandant d'envoyer une mission d'enquête en Irak. Onze enquêteurs devront recueillir des preuves en vue d'éventuelles poursuites en justice sur les crimes commis sur place. L'ADH espère fortement que cela permettra de faire la lumière sur les crimes commis, étape nécessaire pour la justice et la réconciliation nationale de l'Irak.



Agence pour les droits de l'Homme

- [1] Signifiant réveil en arabe, ce terme fait référence au réveil des tribus sunnites contre Al-Qaeda.
- [2] Le Front du Secours.
- [3] Le successeur du prophète.
- [4] Selon la tradition, Abou Bakr prend la tête de la communauté musulmane suite au décès de Mahomet. Quant à l'acronyme « Al-Baghdadi », il signifie simplement « de Bagdad ».
- [5] Premier des 5 piliers de l'islam.
- [6] Rapport de Conflict Armament Research, *Dispatch from the field : Islamic state weapons in Iraq and Syria*, mis à jour le, disponible sur <http://conflictarm.com>, [Consulté le 13.09.2014]
- [7] Entretien avec Romain Caillet, *Qu'est ce que l'Etat Islamique ?* disponible sur <http://www.lescledumoyenorient.com>, [Consulté le 10.09.2014]
- [8] Ils sont accusés de croire en « Iblis », le diable, selon la tradition musulmane.
- [9] Irak: l'attentat contre les yézidis est le plus meurtrier depuis 2003, mis à jour le 14.07.07, disponible sur <http://www.lefigaro.fr>, [Consulté le 10.09.2014]
- [10] Irak : L'EIIL a enlevé, tué et expulsé des membres des minorités, mis à jour le 18.07.14, disponible sur <http://www.hrw.org>, [Consulté le 10.09.2014]
- [11] Iraqi civilians suffering 'horrific' persecution, ethnic cleansing – UN rights chief, mis à jour le 25.08.14, disponible sur <http://www.un.org>, [Consulté le 11.09.2014]
- [12] UN: ISIS Massacred 700 Turkmen—including Women, Children, Elderly, mis à jour le 26.08.14, disponible sur <http://cnsnews.com>, [Consulté le 09.09.2014]
- [13] Syrie : le chef de l'ONU inquiet de l'offensive de l'EIIL contre la ville d'Ayn al-Arab, disponible sur <http://www.un.org>, [Consulté le 15.09.2014]
- [14] Déclaration de Sarah Leah Whitson, mis à jour le 18.07.14, disponible sur <http://www.hrw.org>, [Consulté le 10.09.2014]
- [15] Remplacé depuis le 1^{er} septembre 2014 par Zeid Ra'ad Al Hussein
- [16] Communiqué de Navi Pillay, mis à jour le 25.08.14, disponible sur <http://www.ohchr.org>, [Consulté le 09.09.2014]
- [17] Rapport de l'Organisation Internationale de la Migration, mis à jour le 01.09.14, disponible sur <http://iomiraq.net>, [Consulté le 09.09.2014]
- [18] Fuyant le mont Sinjar, des milliers de personnes trouvent refuge au Kurdistan iraquien, mis à jour le 12.08.14, disponible sur <http://www.unhcr.fr>, [Consulté le 09.09.2014]
- [19] Kurdistan Region of Iraq (KRI) most affected by recent wave of violence with over 850,000 displaced Iraqis this year, mis à jour le 07.09.14, disponible sur <http://www.uniraq.org>, [Consulté le 09.09.2014]
- [20] Rapport d'Amnesty International : *Ethnic cleansing on a historic scale : Islamic state's systematic targeting of minorities in northern Iraq*, mis à jour le 02.09.14, disponible sur <http://www.amnesty.org>,

[Consulté le 11.09.2014]

[21] Iraq : l'ONU dénonce les violences sexuelles par l'Etat islamique contre les minorités, mis à jour le 13.08.14, disponible sur <http://www.un.org>, [Consulté le 09.09.2014]

[22] Irak : de graves violations des droits de l'enfant, mis à jour le 21.08.14, disponible sur <http://www.unicef.fr>, [Consulté le 09.09.2014]

[23] La secrétaire générale de l'association Al-Amal témoigne devant l'ONU à Genève, mis à jour le 24.02.14, disponible sur <http://www.kipa-apic.ch>, [Consulté le 08.09.2014]

[24] Rapport d'Human Watch Right : *"Maybe We Live and Maybe We Die" : Recruitment and Use of Children by Armed Groups in Syria*, mis à jour en juin 2014, disponible sur <http://www.hrw.org>, [Consulté le 12.09.2014]

[25] Iraq Islamists using children as suicide bombers: UN, mis à jour le 08.09.14, disponible sur <http://news.yahoo.com>, [Consulté le 09.09.2014]

[26] How 5 countries could become 14, mis à jour le 25.09.13, disponible sur <http://www.nytimes.com>, [Consulté le 09.09.2014]

[27] http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=33167&Cr=Iraq&Cr1=#.U_xs65iH3UJ

Copyright © 2014 Global Research